

**Union européenne - Conseil "Justice
et affaires intérieures" - Directive
relative à l'insolvabilité des
entreprises: le Conseil arrête sa
position - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Luxembourg, 11 octobre 2018)

Le Conseil a arrêté aujourd'hui sa position concernant la directive relative à l'insolvabilité des entreprises. La directive vise à faire en sorte que les entreprises viables en difficulté financière aient accès à des cadres de restructuration préventive leur permettant de se restructurer à un stade précoce afin de prévenir leur insolvabilité. Elle offre aussi une seconde chance aux entrepreneurs faillis dignes de confiance et prévoit des mesures destinées à améliorer l'efficacité des procédures de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes.

Les négociations avec le Parlement européen peuvent maintenant débiter en vue d'aboutir à un accord début 2019.

Principaux éléments de la position du Conseil

La position du Conseil (doc. 12334/18) conserve tous les éléments essentiels de la proposition initiale de la Commission mais offre aux Etats membres plus de souplesse pour adapter la nouvelle législation à leurs cadres existants.

Le Conseil a notamment modifié les dispositions relatives aux points suivants:

- la participation de juges: tout en gardant comme objectif d'accélérer les procédures d'insolvabilité, la position du Conseil offre aux Etats membres plus de souplesse pour décider quand la participation de juges sera obligatoire;
- la durée de la suspension des poursuites individuelles: tout en conservant la durée proposée par la Commission (à savoir 4 mois maximum pour la durée initiale), le Conseil introduit la possibilité d'une période plus longue pour permettre aux juridictions de valider les plans particulièrement complexes;
- l'application forcée interclasse: tout en maintenant les règles prévues dans la proposition, les Etats membres ont décidé d'instaurer une plus grande souplesse au niveau national pour fixer les conditions nécessaires à la réalisation de l'évaluation préalable d'une entreprise, ainsi que les règles permettant de déterminer à quel moment une classe de créanciers peut être soumise à l'application forcée.

Prochaines étapes

Le Parlement européen ayant déjà adopté sa position, les négociations en trilogue peuvent commencer très prochainement.

L'objectif des trois institutions est de parvenir à un accord politique avant les élections européennes de 2019.

Contexte

D'après l'évaluation réalisée par la Commission en 2016, quelque 200.000 entreprises font faillite chaque année dans l'UE, provoquant ainsi la perte de plus de 1,7 million d'emplois.

La proposition a été présentée par la Commission le 22 novembre 2016. L'objectif général du texte consiste à réduire les principaux obstacles à la libre circulation des capitaux découlant des différences entre les cadres de restructuration et d'insolvabilité des Etats membres et à renforcer la culture du sauvetage dans l'UE. Ce faisant, la proposition vise à trouver un juste équilibre entre les intérêts respectifs des débiteurs et des créanciers.

Le texte de la directive prévoit une harmonisation minimale. Il instaure un ensemble de principes mais aussi des règles plus ciblées dans des cas spécifiques, tout en permettant aux Etats membres d'aller plus loin lorsqu'ils en transposeront les dispositions dans leur droit national.

Une fois adoptées, les nouvelles règles compléteront le règlement sur l'insolvabilité de 2015, qui est centré sur la résolution des conflits de compétence et de lois dans les procédures transfrontières d'insolvabilité, et garantit la reconnaissance des décisions en matière d'insolvabilité dans toute l'UE./.